



LA TAUPE N° 3

ROUGE

"Nous reconnaissons bien là notre vieille amie, notre vieille taupe qui sait si bien creuser sous terre pour apparaître brusquement" : LA REVOLUTION ! K. MARX

CENTRE DE TRI-PTT-ORLEANS

Lundi 5 Juin 1972

Supplément à "ROUGE" N° 160. Directeur de publication : Charles Michaloux.

quelle tactique de lutte ?

I - Deux grèves de suite de 24 h

- Suite à différents mouvements dans de nombreux centres de tri (Montpellier, Clermont, etc) il était devenu nécessaire d'engager une action d'ampleur nationale pour coordonner le mécontentement des postiers des bureaux-gare et tenter de faire aboutir leurs revendications.
- Une première grève de 24h les 4 et 5 mai montra la combativité existante et se contrôla par une forte participation. Déjà dans une première Taupe, nous déboncions les limites d'une telle action qui ne permettait pas d'obtenir satisfaction.
- Les 24 et 25 mai, une nouvelle journée de grève "d'avertissement" faisait le plein. A nouveau, les travailleurs des bureaux-gare et ambulants entreront en lutte selon une tactique bien définie de harcèlement à long terme aux fédérations CGT et CFDT.
- La participation massive à cette deuxième journée de grève montre toujours la décision des travailleurs de faire céder les ministères

II - La rentabilisation - Pourquoi ?

- Suite à la crise monétaire internationale où le capitalisme U.S. pour éviter la dévaluation du Dollar força les Allemands et les Japonais à réévaluer leur monnaie, le capitalisme français se trouva momentanément dans une position de force sur le marché international. Cette marge bénéficiaire permit au Capitalisme français d'exporter ses marchandises sur le marché européen à prix réduit par rapport à ses concurrents.
- Le rétablissement progressif des industries allemandes et japonaises grignote de plus en plus les faibles marges bénéficiaires du capitalisme français. Pour tenter de conserver ses bénéfices, il lui faut absolument :
 - 1) Réduire ses coûts ; pour cela, les investissements seront limités au minimum sauf pour les industries rentables.
 - 2) Par l'intermédiaire des industries nationalisées, l'Etat facilite l'essor des trusts en leur accordant des avantages (marchés, tarifs préférentiels, etc.) ainsi que des prêts à long terme.

III - Nécessité de planification des salaires pour le capital français par les contrats dits de progrès permettant notamment de prévoir les coûts salariaux pour toute une année sans tenir compte de l'augmentation du coût de la vie ni des intérêts des travailleurs.

Pour parvenir à ses objectifs, le patronat et le gouvernement opposent aux revendications des travailleurs, un refus systématique, car tout avantage obtenu remet en question la politique du capitalisme français.

III - La grève du 7 juin

- 2 grèves de 24 heures massivement suivies n'ont pas réussi à faire reculer la direction des P.T.T. - En perspective, la grève générale du 7 juin - Devant les échecs répétés des mouvements dans les divers secteurs des services publics durant l'année 1971 (S.N.C.F., R.A.T.P., Renault, etc.) et devant la floraison de luttes dures dites "gauchistes" (joint Français, Giroostel, Pénnaroya, etc.) qui sont toutes sorties victorieuses de l'intransigeance patronale, il devient nécessaire pour la C.G.T. de faire sortir de l'apathie les services publics refroidis par leurs échecs. Les grèves des P.T.T. et de l'E.D.F. (72) servirent de tests pour tenter la combativité de ces secteurs. Sur la lancée du référendum qui fut un échec tant pour la majorité que pour le P.C.F. dans ses principaux bastions ouvriers (par rapport aux présidentielles de 1969) et en perspective des législatives de 1973, la fraction P.C.F. dans la C.G.T. tente de canaliser le mécontentement des travailleurs vers les urnes proches. La C.G.T. tente aussi par ce moyen de supplanter l'hégémonie C.F.D.T. par la conduite des grèves dures du secteur privé.

- Pour la C.F.D.T., la décentralisation de l'action lui permet d'éviter la responsabilité d'une généralisation des conflits, laissant aux syndicats de base et à leurs travailleurs le soin des modalités de l'action et les responsabilités qui en découlent. A quoi sert donc l'appareil central du syndicat si ce n'est d'impulser, de coordonner, de soutenir et de généraliser la lutte lorsqu'il le faut ? La position confédérale C.F.D.T. est nettement contre la grève du 7 estimant qu'une action de 24 heures ne permettrait pas de faire avancer les revendications des travailleurs. Cette position apparaît juste au 1er abord mais perd de sa crédibilité dans la mesure où la C.F.D.T. aurait pu, à l'occasion de cette grève exposer ses points de vues aux travailleurs sur les actions de 24 heures, sur les formes de lutte efficace à adopter capables de faire une brèche dans le mur patronal. La grève du 8 et 9 juin s'inscrit dans ce contexte de querelles inter-syndicales.

IV - Les moyens de réussir

- Les revendications de 1 000 minimum et de la retraite à 60 ans sont 2 des revendications essentielles pour la classe ouvrière. Nous pensons qu'une grève générale de 24 heures, sans l'unité des organisations syndicales, paraît illusoire quant à ses chances d'aboutir, notamment à la veille des vacances. Certe, un mouvement de l'ampleur de mai 1968 ne se voit pas tous les jours. Mais la tâche essentielle des organisations syndicales de lutte de classes est de faire converger toutes les luttes dans un mouvement puissant et organisé de toute la classe ouvrière qui seul fera céder totalement le gouvernement et le patronat. Une grève générale n'étoffe pas les revendications catégorielles comme certains pourraient le prétendre mais permet de discuter secteurs par secteurs des revendications propres à chaque corporation tout en ayant l'appui de tous les travailleurs.

Dans une telle perspective nous ne devons et ne pouvons rester hors des luttes; notre tâche sera de faire progresser le niveau de conscience des travailleurs notamment en déterminant des moyens de lutte plus efficaces.

L'échec d'un tel mouvement serait une défaite pour toute la classe ouvrière, défaite qui renforcerait les positions patronales.

C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs à participer à cette grève et à discuter des moyens efficaces à se donner pour faire aboutir leurs revendications.

- F 1 000 DE SALAIRE MINIMUM
- RETRAITE A 60 ANS
- F 200 D'AUGMENTATION UNIFORME (RATTRAPAGE DU FOI VOIR D'ACHAT DEPUIS 1968)
- ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

la grève des galeries

- UNE GRÈVE DURE FACE

La grève des Galeries à Thionville entre dans sa 8e semaine et aucune issue ne semble apparaître au conflit. Cette grève commencée à le 17 Avril à Richemont et le 19 à Thionville a pris dès le début une position très dure face à une direction intransigeante. Menée par des jeunes (moyenne d'âge 22 ans) enthousiastes et sur des objectifs précis, elle a permis jusqu'à ce jour de ne pas flancher face aux multiples pressions et provocations de la direction qui compte évidemment sur le pourrissement et la division pour mettre en échec l'attitude des grévistes.

L'attitude de la direction dans ce genre d'entreprise dévoile nettement le caractère odieux de l'exploitation capitaliste. Un extrait du tract des grévistes montre bien leurs conditions d'exploitation : "Des salaires de misère les plus bas de la région (par ex. 700 F par mois au bout de 5 ans d'ancienneté) des cadences de travail insupportables, une discipline de fer : Interdiction d'aller au vestiaire pendant le travail, on nous considère comme des voleurs : fouille devant tous les camarades, interdiction de manger et de fumer en travaillant, en ce qui concerne les WC, pas le droit d'être indisposées : une fois le matin, une fois l'après-midi, la direction encourage des dénonciations, pas le droit de parler entre nous, la moindre discussion est sévèrement réprimée par nos chefs. Voilà ce qui se passe derrière ces belles vitrines..."

La révolte de ces travailleurs contre de telles conditions de travail est tout à fait légitime, ils veulent imposer leurs revendications et pour cela s'en donnent les moyens. Leurs revendications sont caractéristiques et démontrent leur détermination :

- 200 F D'augmentation pour tous
- 25 centimes du km de déplacement
- 300 F pour tous de prime de vacances
- Augmentation des effectifs et amélioration des conditions de travail
- Révision complète du règlement intérieur
- Respect du droit syndical

.... A UNE DIRECTION DURE

La direction a répondu mais de façon bien particulière :

- Le 22 avril les CRS chargeaient le piquet de grève devant le magasin de Thionville.
- Le 25 Avril les gardes mobiles ouvrent les portes du dépôt de Richemont à coups de mousqueton et de grenades lacrymogènes.
- Un cadre fonce en voiture sur les grévistes et traîne une femme sur plusieurs dizaines de mètres.

- Le 29 Avril les CRS chargent en pleine rue de Thionville dans un meeting. Ils matraquent la foule à plusieurs reprises, arrachent banderoles et micros.
- Et aujourd'hui, après une provocation due à une fausse bombe la direction ferme les portes.

POUR VAINCRE DEVELOPPONS LA SOLIDARITE

Le 27 Avril, suite à un appel CFDT - CGT une grève de 2 heures a eu lieu dans les magasins N.G. de 10 villes de France. Localement, un comité de soutien s'est formé. Dans les usines Wendel-Sidelor une collecte a été organisée par la CFDT. La solidarité s'étend petit à petit et même jusqu'en Allemagne où, à l'initiative de nos camarades allemands de la RKJ (Jeunesse Communiste révolutionnaire) un comité de soutien a été créé à Sarrebruck qui a commencé à faire des collectes et à incité le syndicat HBV (commerce, banque et assurances) à publier une déclaration de soutien aux grévistes et à faire des collectes.

Pour notre part sur Orléans nous devons insister plus spécialement sur la situation précaire aux N.G. qui après leur dernière grève ont réussi à maintenir un statu-quo provisoire sur les licenciements. Une telle action doit leur permettre de soutenir leurs camarades de Thionville et de consolider leur position face à la direction locale.

- TRAVAILLEURS, SOUTENEZ LA LUTTE DES GALERIES
- LE SOUTIEN D'UNE TELLE LUTTE SERA LE SEUL MOYEN D'OBTENIR GAIN DE CAUSE
- GALERIES D'ORLEANS ET DE THIONVILLE MEME COMBAT
- POPULARISEZ UNE LUTTE EXEMPLAIRE

JE DESIRE PRENDRE CONTACT AVEC LA
LIGUE COMMUNISTE (Section française
de la IVe Internationale)

NOM

Adresse

.....

Profession

Age

Lieu de travail

.....

ROUGE
10, impasse Guéménée PARIS IVe

DEMANDEZ, LISEZ

ROUGE

HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE.

TOUS LES LUNDIS DANS LES KIOSQUES.
